

LES FAITS MARQUANTS DES OS 36 ET DES GTS MARDI 15 MAI 2012

Le matin, s'est tenue la séance plénière d'ouverture du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (AWG-KP). Le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme dans le cadre de la Convention (AWG-LCA) s'est réuni le matin et dans l'après-midi. Dans la matinée et l'après-midi, divers groupes de contact et des consultations informelles ont eu lieu dans le cadre du AWG-KP, de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA).

AWG-KP

QUESTIONS D'ORGANISATION: Madeleine Diouf (Sénégal), présidente de l'AWG-KP, a souligné les résultats importants de la RdP 7 et a appelé les parties à s'appuyer sur cette dynamique pour finaliser les travaux de l'AWG-KP, en vue de l'adoption par la RdP 8 à Doha. Les parties ont adopté l'ordre du jour et convenu de l'organisation des travaux (FCCC/KP/ AWG/2012/1 et 2).

NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'ANNEXE I: Diouf, présidente de l'AWG-KP, a rappelé le mandat de l'AWG-KP d'achever ses travaux d'ici la RdP 8, et a identifié les questions à examiner pour s'acquitter de son mandat. Il s'agit notamment des objectifs quantifiés de limitation ou de réduction des émissions (QELRO) (FCCC/KP/ AWG/2012/MISC.1 et Add.1), du report des unités de quantité attribuée (UQA) et des amendements proposés au Protocole, y compris la durée de la deuxième période d'engagement.

Les parties ont convenu d'établir un groupe de contact sur les nouveaux engagements de l'Annexe I, co-présidé par Diouf, présidente de l'AWG-KP et Jukka Uosukainen (Finlande), vice-président de l'AWG-KP. Diouf, présidente de l'AWG-KP, a également souligné la nécessité de discuter des aspects juridiques de l'entrée en vigueur de la deuxième période d'engagement et a parlé de la possibilité de créer des sous-groupes.

DÉCLARATIONS LIMINAIRES: L'Algérie, au nom du G-77/CHINE, a exprimé des craintes du fait que certaines parties visées à l'Annexe I n'ont pas soumis des informations sur leurs

QERLO pour la deuxième période d'engagement, et a souligné la nécessité d'éviter un vide entre les périodes d'engagement, afin de préserver le Protocole et ses mécanismes de flexibilité.

L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a souligné la nécessité pour l'AWG-KP de s'acquitter de son mandat au Qatar en adoptant des amendements concernant la deuxième période d'engagement du Protocole. La Suisse, au nom du GROUPE DE L'INTEGRITÉ ENVIRONNEMENTALE (GIE), a mis l'accent sur la nécessité de clarté sur les questions juridiques dans le but d'avoir une «continuation sans faille» du Protocole de Kyoto au-delà de 2012. Le GIE, soutenu par l'UE, a déclaré que la durée de la deuxième période d'engagement devra être de huit ans. Le délégué de l'UE a souligné la nécessité de résoudre les problèmes liés au report des UQA et à la durée de la deuxième période d'engagement. Il a également proposé un processus simplifié pour les parties qui souhaitent améliorer leur niveau d'ambition au cours de la deuxième période d'engagement.

Nauru, nom de l'AOSIS, le Swaziland, au nom du GROUPE AFRICAÏN, et la Gambie, au nom des PMA, ont soutenu une deuxième période d'engagement de cinq ans de 2013-2017, ce qui permettrait d'éviter un blocage du niveau d'ambition et de pouvoir répondre aux conclusions du Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ils ont également appelé à l'adoption à la RdP 8, des modifications nécessaires pour assurer l'entrée en vigueur de la deuxième période d'engagement du Protocole et son application provisoire à partir de janvier 2013. La Gambie, au nom des PMA, a indiqué que les parties de l'Annexe I qui n'ont pas confirmé leur participation à la deuxième période d'engagement ne devront pas continuer à participer aux mécanismes de flexibilité du Protocole.

L'Arabie Saoudite, au nom du GROUPE ARABE, a appelé à des engagements ambitieux de réduction des émissions de la part des parties visées à l'Annexe I et à éviter de créer un vide entre la première et la deuxième périodes d'engagement. L'AFRIQUE DU SUD a présenté un compte-rendu des réunions informelles tenues après Durban, en soulignant les questions en suspens telles que le report des UQA excédentaires et la durée de la deuxième période d'engagement. Elle a exhorté les délégués à travailler de manière constructive afin de ne pas «ruiner l'héritage de Durban».



La Bolivie, au nom de l'ALBA, a souligné que Durban n'a pas modifié l'absence de volonté politique de la part des pays développés concernant les engagements d'atténuation, mais a plutôt montré une tendance à s'éloigner de ces engagements qui ne sont pas réalisés. La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la Coalition des Nations de Rainforest, a souligné la nécessité d'améliorer le niveau d'ambition des pays développés, et a suggéré un déploiement du financement privé et public pour la mise en œuvre de REDD +.

AWG-LCA

Ouvrant la session, le président de l'AWG-LCA, Aysar Tayeb (Arabie saoudite) a rappelé le mandat de l'AWG-LCA d'achever ses travaux à la CdP 18.

Lors de la présentation du rapport sur les initiatives pertinentes, la représentante de l'AFRIQUE DU SUD a souligné la tenue d'une réunion ministérielle informelle en mai 2012 à Bonn, en Allemagne. Elle a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la mise en œuvre du paquet de Durban et de faire avancer le processus par un engagement constructif. Le JAPON a présenté un rapport sur la Dixième réunion informelle sur les nouvelles mesures contre le changement climatique, co-présidée par le Brésil et le Japon, à Tokyo, au Japon, en mars 2012, au cours de laquelle les résultats attendus de Doha figuraient parmi les questions abordées. Soulignant le rôle central de l'équité dans les négociations, l'INDE a présenté un rapport sur un atelier sur le changement climatique et l'équité organisé en avril 2012 à New Delhi, en Inde. Le Kenya a fait rapport sur le Dialogue de Cartagena pour l'action progressive sur le changement climatique qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, en avril 2012, et qui s'est penché sur, entre autres, la Plate-forme de Durban, la deuxième période d'engagement au titre du Protocole et un nouvel instrument juridiquement contraignant.

DÉCLARATIONS LIMINAIRES: La représentante de l'Algérie, au nom du G-77/CHINE, a exhorté les parties à résoudre les questions en suspens dans le cadre de l'AWG-LCA, en tenant compte de l'équité, des responsabilités communes mais différenciées et de la responsabilité historique. Elle a déclaré que les engagements pris par les États développés au titre de la deuxième période d'engagement du Protocole devraient correspondre aux engagements de réduction comparables des pays développés qui ne sont pas parties au Protocole.

La Suisse, au nom du GIE, a déclaré que le travail sur les questions nécessitant un examen plus approfondi devrait commencer immédiatement. L'Australie, au nom du GROUPE DE COORDINATION, a appelé les parties à éviter la duplication d'efforts et à se concentrer sur un programme simplifié et ciblé.

La représentante de Nauru, au nom de l'AOSIS, a proposé que les travaux de l'AWG-LCA soient guidés par un sens plus élevé de l'urgence et une plus grande ambition. Elle a souligné les tâches prioritaires, notamment: le soutien aux organes et processus nouvellement créés pour leur permettre de s'acquitter de leurs mandats; l'identification de l'objectif global à long terme de réduction des émissions et un plafonnement mondial des émissions, et a confirmé la portée de l'Examen.

Le Swaziland, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a souligné que le résultat de l'AWG-LCA devrait être inclusif, équitable et efficace, couvrir tous les éléments du Plan d'action de Bali et reconnaître les besoins urgents de l'Afrique, en particulier sur l'adaptation.

Le délégué de la Gambie, au nom des PMA, a exprimé sa préoccupation concernant les questions non résolues, en insistant sur la nécessité de régler la question de l'écart de l'ambition d'atténuation. Il a également appelé à la création d'opportunités pour permettre aux PMA et aux PEID de se lancer sur les voies du développement durable, et pour «des discussions franches» sur le financement à moyen et à long terme.

Le délégué de l'UE a souligné la nécessité de faire des progrès sur tous les éléments du paquet de Durban et a mis en garde contre la réouverture des discussions sur les décisions de Cancun et de Durban. Il a également parlé de la nécessité d'une approche structurée pour aborder les engagements de 2020, et de clarté sur les incertitudes qui subsistent. Il a observé que le nouveau mécanisme de marché doit être un catalyseur d'ambition de tous les pays.

Le Pérou, s'exprimant au nom d'un certain nombre de pays, a appelé à des discussions centrées sur les questions en suspens.

Le Venezuela, au nom de l'ALBA, a relevé les difficultés à travailler sur la base du texte de l'AWG-LCA, affirmant que sa conception a été disproportionnée et déséquilibrée. L'Égypte, au nom du GROUPE ARABE, a exprimé son soutien pour le plan de travail du président de l'AWG-LCA, a appelé à l'identification de ce qui a été convenu lors des CdP précédentes et a déclaré que les discussions sur tous les sujets doivent être achevées et pas simplement transmis à différents organes.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nom de la Coalition des Nations de Rainforest, a souligné l'importance d'un accord sur: un mécanisme REDD + par la CdP 18 ; le financement pour sa mise en œuvre, y compris un guichet de financement consacré à REDD + dans le Fonds vert pour le climat ; et un nouveau mécanisme de marché.

Le Tadjikistan, au nom des PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL ET DES RÉGIONS DES MONTAGNES, a souligné l'importance du soutien financier et du renforcement des capacités pour tous les pays en développement, et a appelé l'attention sur les ressources en eau et les services écosystémiques.

Le Honduras, au nom du SICA, a souligné la nécessité d'achever le mandat de l'AWG-LCA dans le cadre du Plan d'action de Bali et d'évaluer ceux de ses éléments qui n'ont pas été achevés par la CdP 18. L'Inde, au nom du BASIC, a mis l'accent sur la nécessité de maintenir l'équilibre délicat de l'approche dans les deux voies de négociations, et mis en exergue l'importance de l'accès équitable au développement durable. La Biélorussie, pays à économie en transition, a souligné les circonstances particulières des pays à économie en transition et a appelé à la finalisation à Doha, du texte de la décision sur leurs besoins.

QUESTIONS D'ORGANISATION: À propos de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux (FCCC/AWGLCA/2012/1 et 2), Tayeb, président de l'AWG-LCA, a proposé la création d'un seul groupe de contact présidé par le président de l'AWG-LCA.

Il a également noté que cinq ateliers en-session seront organisés, tel que requis par la décision 2/CP.17 (Résultats des travaux de l'AWG-LCA).

Il s'en est suivi une discussion sur l'ordre du jour de l'AWG-LCA proposé et sur l'organisation des travaux. L'UE a souligné que l'ordre du jour proposé ne reconnaît pas les questions que la CdP 17 a mandaté l'AWG-LCA de faire avancer en 2012. Il a souligné que le fait d'inscrire des éléments du Plan d'action de Bali dans le programme implique qu'aucun progrès n'a été réalisé depuis la CdP 13, et a précisé que l'ordre du jour n'a pas pris en compte les diverses institutions nouvellement créées, ou que certaines des questions ont été retirées de l'AWG-LCA et confiées aux organes subsidiaires. La Suisse, au nom du GIE, a appelé à plus de clarté sur la façon dont le travail sera mené dans le groupe en 2012, notant que la plupart des points de l'ordre du jour proposé ont déjà été traités.

La CHINE, la BOLIVIE, le VENEZUELA et le NICARAGUA ont exprimé leur soutien pour l'adoption de l'ordre du jour tel que proposé.

Le représentant des ÉTATS-UNIS, appuyé par le CANADA et d'autres, a exprimé sa préoccupation concernant la réouverture des questions et a proposé d'établir des sous-groupes pour examiner les questions spécifiquement mandatées par la CdP 17. Il a ajouté que d'autres questions pourraient alors être examinées dans un groupe de contact unique. La NOUVELLE-ZÉLANDE a déclaré que seules les questions pour lesquelles la CdP 17 n'avait pas requis explicitement un rapport devront être discutées..

Yateb, président de l'AWG-LCA, a noté que l'ordre du jour n'était pas le «sien» et que ses éléments reflétaient l'accord des parties. Il a également déclaré que les questions à l'ordre du jour proposé ont enregistré des progrès à des degrés différents et que le fait de les inscrire dans l'ordre du jour ne signifie pas qu'elles vont être rouvertes. Il a proposé l'adoption de l'ordre du jour, et par la suite, d'organiser les travaux de l'AWG-LCA dans un seul groupe de contact. Il a également proposé la tenue des consultations informelles d'ici la première réunion du groupe de contact en vue de parvenir à une compréhension commune sur l'organisation des travaux.

Le MEXIQUE, appuyé par les ÉTATS-UNIS, et contré par la CHINE, a proposé de commencer le travail dans un seul groupe de contact sans adopter l'ordre du jour.

SINGAPOUR, soutenu par de nombreux pays, a suggéré: des sous-groupes pour les questions dont l'examen a été explicitement mandaté par la CdP 17 ; l'examen des autres questions dans un seul groupe de contact de l'AWG-LCA où les parties pourront décider de la poursuite des travaux, y compris par l'établissement des sous-groupes si nécessaire ; et l'adoption de l'ordre du jour provisoire.

Le président de l'AWG-LCA mènera des consultations informelles sur l'ordre du jour et l'organisation des travaux.

GROUPES DE CONTACT ET CONSULTATIONS INFORMELLES

Plans nationaux d'adaptation (SBI): Le groupe informel sur les plans nationaux d'adaptation (PANA) s'est réuni dans la matinée. Le groupe a ouvert sa réunion aux organisations observatrices.

Le co-président Richard Merzian (Australie) a mentionné le rapport de synthèse sur l'appui au processus des PANA dans les PMA (FCCC/SBI/2012/8) comme point de départ pour les discussions du groupe.

Le Bangladesh, au nom du G-77/CHINE, a informé les délégués qu'ils travaillent sur une soumission sur les PANA. Le Ghana, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a réitéré la nécessité de prendre toutes les soumissions en considération. Le Bhoutan, au nom des PMA, appuyé par le MEXIQUE, le SOUDAN, le Ghana, au nom du GROUPE AFRICAÏN, et le Vanuatu, au nom de l'AOSIS, ont identifié les priorités, notamment: la nécessité pour les PANA d'être axés sur les besoins et les priorités des pays; la transition naturelle de l'adaptation à court terme vers l'adaptation à long terme ; et un cadre institutionnel distinct établi pour les PMA.

Les PHILIPPINES, l'UE et la BOLIVIE ont mis en exergue, entre autres: l'accessibilité et l'augmentation de l'aide financière pour les PANA. L'AUSTRALIE a souligné les mesures de soutien pour les PMA, tandis que les ÉTATS-UNIS ont mis l'accent sur la nécessité du partage des connaissances sur les meilleures pratiques en matière d'adaptation.

Les coprésidents prépareront un projet de texte.

REDD + (SBSTA): Après un groupe de contact du matin, les parties ont tenu une réunion informelle dans l'après-midi et ont échangé des points de vue sur les directives pour les systèmes nationaux de surveillance des forêts et la mesure, la notification et la vérification (MRV). À propos des systèmes nationaux de surveillance des forêts, certaines parties ont indiqué que l'information contrôlée devrait être choisie par chaque pays engagé dans la mise en œuvre de REDD +. Certaines parties ont également souligné que les exigences d'information doivent être cohérentes avec celles applicables aux mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MANN). Une partie a souligné que le système de surveillance devra être un processus établi graduellement. Une autre partie a souligné que les approches non-fondées sur le marché devraient également être envisagées et que les données sur d'autres questions, telles que les services écosystémiques, devraient être incluses. Un certain nombre de parties ont mis l'accent sur le fait que le système devrait être bâti sur des systèmes existants de surveillance nationale. Alors que certaines parties ont appuyé la proposition de demander au GIEC de fournir des informations supplémentaires sur les questions méthodologiques, d'autres s'y sont opposées, et une partie a suggéré que cela pourrait être utile à un stade ultérieur. Bon nombre ont souligné la pertinence du renforcement des capacités pour l'élaboration d'un système de contrôle solide et transparent.

Quant à la MRV pour REDD +, les délégués se sont concentrés sur les interconnexions possibles entre la MRV pour les MANN et pour REDD +.

Les coprésidents prépareront un document non-officiel reflétant les points de vue des parties.

PERTES ET DOMMAGES (SBI): Au cours des consultations informelles de l'après-midi sur les pertes et les dommages, les parties ont examiné les moyens pour aller de l'avant et ont échangé des points de vue sur l'évaluation du risque de pertes et de dommages liés aux effets néfastes du changement climatique. Les consultations informelles étaient ouvertes aux organisations observatrices.

Le G-77/CHINE a déclaré que le résultat de la SBI 36 devra inclure les conclusions sur le programme de travail et de nouvelles orientations pour les réunions régionales, ainsi qu'une annexe aux conclusions qui permettraient d'accélérer les discussions à Doha. Il a ajouté qu'un mécanisme international

pour les pertes et les dommages devra inclure des éléments sur l'évaluation et le traitement des pertes et des dommages, et sur le rôle de leadership de la Convention. Il a mis en garde contre une approche unifiée pour les pertes et les dommages et a souligné la variabilité régionale des impacts.

Le Timor Oriental, au nom des PMA, s'est félicité du document technique sur l'évaluation du risque de pertes et de dommages (FCCC/TP/2012/1), et du rapport sur la réunion d'experts tenue à Tokyo, au Japon, du 26 au 28 mars 2012 (FCCC / SBI / 2012/INF.3), considérée comme une bonne base pour des discussions de fond. Il a également exprimé son inquiétude concernant l'écart des capacités.

L'AOSIS a identifié les domaines ayant besoin de soutien dans les PEID. La représentante des États-Unis a parlé de la nécessité de disposer des données sur les déterminants physiques et les causes socio-économiques des risques, ainsi que sur la vulnérabilité humaine. Elle a mis en garde contre le fait de confondre l'évaluation du risque, et l'évaluation des pertes et des dommages.

Les consultations informelles se poursuivront.

TECHNOLOGIE (SBI/SBSTA): Le groupe de contact s'est réuni dans l'après-midi, réunion qui a été suivie par des consultations informelles présidées par Zitouni Ould-Dada (Royaume-Uni) et Carlos Fuller (Belize).

Au cours des consultations informelles, les parties ont examiné des éléments du Rapport (FCCC/SB/2012/1) du Comité exécutif de la technologie (TEC) et le Rapport du FEM sur la mise en œuvre du Programme stratégique de Poznan sur le transfert de technologie (FCCC/SBI/2012/9).

À propos du Rapport du CET, certaines parties ont relevé que les modalités sur les liens avec d'autres arrangements institutionnels découlant de la Convention et à l'extérieur sont «trop générales» et ont appelé à des références plus spécifiques aux interconnexions.

Quant au Rapport du FEM, les parties ont examiné les progrès sur la mise en œuvre, notamment: le déséquilibre entre l'adaptation et l'atténuation dans les Projets pilotes de transfert de technologie ; la nécessité pour le FEM d'entreprendre l'Évaluation des besoins technologiques dans les régions non encore couvertes ; et les contraintes rencontrées par le FEM dans la mise en œuvre à long terme du Programme stratégique de Poznan.

Les coprésidents prépareront un projet de conclusions d'ici vendredi.

NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'ANNEXE I (AWG-KP): Dans le groupe de contact de l'après-midi, les parties ont examiné la voie à suivre.

L'Australie a présenté un rapport sur l'évolution des activités au niveau national, y compris les récents travaux sur la tarification du carbone. L'UE a souligné la nécessité de la transparence sur les QERLO et, appuyée par Sainte-Lucie au nom de l'AOSIS, a proposé que les pays fassent des exposés sur leurs soumissions des QERLO. La Suisse a noté la nécessité d'examiner la question des détails techniques, afin d'assurer une transition 2012-2013 sans faille.

Le délégué de la Bolivie a souligné que l'ambition des engagements des pays développés et l'adoption d'une deuxième période d'engagement ne sont pas des questions simplement techniques, mais qu'elles dépendent aussi de la volonté politique.

Soutenu par l'ARABIE SAOUDITE, il a appelé à des discussions sur les conséquences auxquelles s'exposent les pays qui n'ont pas accepté de prendre des engagements au titre de la deuxième période. La Bolivie a également suggéré d'examiner dans les exposés, les moyens d'améliorer le niveau d'ambition.

Les parties ont convenu de créer un sous-groupe co-animé par Sandea De Wet (Afrique du Sud) et Jürgen Lefevere (UE) pour discuter, entre autres, des QERLO pour la deuxième période d'engagement, du report des UQA, et des amendements proposés au Protocole, y compris la durée de la deuxième période d'engagement.

Uosukainen, vice-président de l'AWG-KP, facilitera également les consultations informelles.

DANS LES COULOIRS

Le deuxième jour, les séances plénières d'ouverture de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA ont constitué le centre des négociations au Maritim hotel. Il est prévu que les deux GTS achèveront leurs travaux à Doha, et ils sont confrontés à une immense pression de devoir «enfin» s'acquitter de leur mandat. Le défi pour les délégués consiste donc à veiller à ce qu'ils «meurent avec respect et dignité», comme l'a formulé le délégué chinois lors de la plénière d'ouverture de l'AWG-LCA.

Alors que l'AWG-KP s'est mis rapidement au travail, l'AWG-LCA s'est embourbé dans des discussions sur l'ordre du jour, et les parties ont exprimé des vues divergentes sur la voie à suivre. Certains pays non visés à l'Annexe I estiment que les éléments du Plan d'action de Bali doivent fournir la base des travaux de l'AWG-LCA, mais quelques autres pays non visés à l'Annexe I et pays de l'Annexe I ont appuyé l'idée que «l'évolution depuis Bali», y compris les résultats de Cancún et de Durban, devrait former la base des travaux de l'AWG-LCA en 2012. «L'ordre du jour n'est pas statique», a déclaré un délégué d'un pays développé. «Si nous le considérons comme tel, ce serait comme si nous faisons trois pas en arrière sans tenir compte de tout le travail laborieux que nous avons abattu depuis Bali en 2007».

Certains délégués dans les couloirs soupçonnaient que le fait de ramener des éléments du Plan d'action de Bali pourrait être une stratégie de la part de ceux qui sont réticents à laisser l'AWG-LCA «mourir à Doha». Mais les délégués ont en fait admis que bon nombre ont des interprétations différentes de ce qui a été convenu depuis la création de l'AWG-LCA à la CdP 13 à Bali, et estiment que les questions pourraient être discutées, mais qu'il n'est pas nécessaire d'aboutir à des conclusions sur toutes les questions.

Lorsque la séance plénière d'ouverture de l'AWG-LCA a été suspendue à 19h, l'ordre du jour n'avait toujours pas été adopté. Des consultations suivront. À la sortie de la salle de plénière, certains redoutaient que le «fantôme de Bangkok» ne ressurgisse à Bonn, rappelant la réunion de l'AWG-LCA en avril 2011, lorsque l'ordre du jour n'avait pas été approuvé jusqu'au dernier jour.

Pendant ce temps, les nominations à des postes au sein de la Plate-forme de Durban, du Conseil du Fonds vert pour le climat et d'autres organes animaient également les conversations dans les couloirs. D'après la rumeur, il restait encore de nombreux postes à pourvoir, dont certains suscitent de fortes controverses au sein des groupes régionaux, ce qui pourrait retarder les réunions déjà programmées.